

**MAIRIE  
de MOUSSOULENS**

**PERMIS DE CONSTRUIRE  
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

<b>Demande déposée le 19/12/2023 et complétée les 1<sup>er</sup>/02/2024 et 14/02/2024</b>	
<b>Demande affichée en mairie le :</b>	
Par :	<b>GAEC LA FERME BIO DE FONTALES</b>
Demeurant à :	<b>Domaine de Castillou 11170 MOUSSOULENS</b>
Sur un terrain sis à :	<b>Domaine du Castillou 11170 MOUSSOULENS 259 B 341, 259 B 342, 259 B 499</b>
Nature des Travaux :	Serres avec couverture photovoltaïque

**N° PC 011 259 23 D0005**

### **Le Maire de MOUSSOULENS**

VU la demande de permis de construire présentée le 19/12/2023 par GAEC LA FERME BIO DE FONTALES,  
VU l'objet de la demande

- pour ;
- sur un terrain situé Domaine du Castillou
- pour une surface de plancher créée de 23 857 m<sup>2</sup>;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 26/02/2014, modifié le 25/06/2018, zone A,

VU l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers de l'Aude en date du 29/02/2024,

Considérant que la zone A du Plan Local d'Urbanisme est une zone à protéger en raison de son potentiel agronomique,

Considérant que le projet de serre photovoltaïque est situé en zone A du Plan Local d'Urbanisme,

Considérant l'article L181-11 du Code Rural et de la Pêche qui dispose que la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), mentionnée à l'article L. 181-10, se prononce sur les questions générales relatives à la régression des surfaces naturelles, agricoles et forestières et à leur mise en valeur effective,

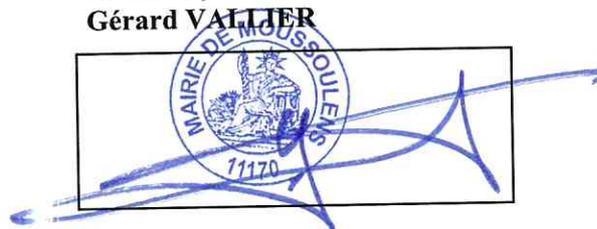
Considérant que dans son avis en date du 29/02/2024, la CDPENAF dispose que le lien de nécessité fonctionnelle et géographique du projet avec le GAEC La Fermie Bio de Fontales est justifié et que le projet n'a pas d'impact notable sur les enjeux naturels, agricoles et forestiers du secteur,

**ARRETE**

**Article 1** : Le présent Permis de Construire est **ACCORDE**

MOUSSOULENS, le 15 AVR. 2024

Le Maire,  
Gérard VALIER



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 et suivant du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée deux fois par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.